

LES LANGUES COMME LEVIER DE COMPRÉHENSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE : CAS DU DEGHA

Kouassi Nicos KOSSONOU
Université Félix Houphouët Boigny
nicoskossonou@gmail.com

Résumé : Le présent article porte sur le concept des langues locales comme facteur de compréhension du développement durable. En effet, dans notre société, le pourcentage d’alphabétisation en langue internationale demeure toujours faible. C’est dire que les langues locales continuent d’être des facteurs existentiels de ces communautés. Parmi les objectifs du développement durable, les langues locales jouent un rôle dans la conception des objectifs du développement durable. La méthodologie utilisée est fondée sur une approche qualitative associant la revue documentaire, les interviews et l’observation participante. Au total, vingt-cinq (25) individus ont été interrogés à l’aide de guide d’entretiens préalables. Les résultats montrent que les langues locales sont un facteur déterminant le fondement socioculturel du développement durable.

Mots-clés : Langues, levier, compréhension, objectifs, développement durable.

LANGUAGES AS A LEVER FOR UNDERSTANDING SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN AFRICA: THE CASE OF DEGHA

Abstract: This article focuses on the concept of local languages as a factor in understanding sustainable development. Indeed, in our society, the percentage of literacy in international languages remains low. This means that local languages continue to be existential factors in these communities. Among the sustainable development goals, local languages play a role in the design of sustainable development goals. The methodology used is based on a qualitative approach associated with the documentary review, interviews, and participant observation. A total of twenty-five (25) individuals were interviewed using a preliminary interview guide. The results demonstrate that local languages are a determining factor in the socio-cultural foundation of sustainable development.

Keywords: languages, leverage, understanding, goals, sustainable development.

Introduction

La notion de « développement durable » est apparue de manière explicite en 1980 dans un document d’UICN/PNUE/WWF intitulé Stratégie Mondiale de la Conservation : la conservation des ressources vivantes au service du développement durable (Ibo Guehi Jonas, 2007). En 1987, les Nations Unies mettent en place la commission mondiale pour l’environnement et le développement. Cette commission a produit un rapport dénommé « rapport Brundtland » dans lequel elle définit le développement comme suit : « le développement durable répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Force est de constater que la notion de développement durable définie par Brundtland (1989 : 51) s’est considérablement modifiée à la suite de Déclaration Universelle de l’UNESCO (2001), du sommet de Johannesburg (2009), de la Déclaration de Ouagadougou (2004), de la Conférence de

Copenhague (2009), du Sommet de la Terre, RIO+20 (2012) et de la Conférence de Paris. Cette modification ne concerne pas à proprement dit le conceptuel, elle touche notre représentation du développement durable. En effet, la prise en compte des enjeux sociaux (sous la forme de questions vives), la conceptualisation temporelle (générations) et spatiale (territoires), l'extension des dimensions (diversité culturelle) et la référence aux valeurs (citoyenneté) nous permettent d'affiner notre perception du développement durable, de l'appliquer aux pays du Nord comme du Sud au nom des grands principes. Ainsi pour Robison John, le développement durable est un objectif pluridimensionnel. Le développement durable doit renfermer cinq (5) composantes. Ainsi, au sein de l'ACDI (Agence Canadienne de Développement International), cinq (5) critères sont pris en compte au cours de la mise en œuvre du programme de développement durable notamment la durabilité écologique, la durabilité économique, la durabilité politique, la durabilité sociale et la durabilité culturelle.

Cependant, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) élaborés dans la période 2000-2015, ont permis à la communauté internationale et aux acteurs du développement durable de faire une prospection à de nouveaux horizons sur le développement durable. En effet, l'examen des Objectifs du Millénaire pour le Développement en septembre 2015 a favorisé l'élaboration de dix-sept (17) Objectifs de Développement Durable (ODD) allant de 2015 jusqu'en 2030. Parmi ces dix-sept (17), au moins cinq (5) points soulèvent l'implication des langues locales du monde, singulièrement en Afrique où le pourcentage d'alphabétisation en langues internationales est plus ou moins faible en fonction des pays. La langue en tant que système abstrait sous-jacent à tout acte de parole est avant tout un système de pensée qui est un vecteur du savoir technologique propre à la société qui en a l'usage. En tenant compte de l'importance étroite accordée aux langues dans les objectifs du développement durable, la présente contribution tente de rendre compte du rôle et de la place des langues dans la compréhension du développement durable au niveau des pays africains.

1. Matériels et méthodes

1.1 Présentation de la zone d'étude

L'étude a été conduite auprès des locuteurs dègha dans la région du Gontougo. La population est majoritairement constituée de dègha. En effet, le dègha, objet de cette étude, est une langue qui est à la fois parlée au Ghana et en Côte d'Ivoire. Les dègha vivent dans trois villages situés au Nord-est de la Côte d'Ivoire dans la région du Gontougo dont le Chef-lieu de région est Bondoukou. Selon l'Institut National de la Statistique (2014 : 8 et 13), ces trois villages sont circonscrits dans le Département de Bondoukou, plus précisément dans deux Sous-préfectures à savoir la Sous-préfecture de Bondoukou et celle de Sorobango. Il s'agit de Boromba et de Motiamo situés dans la Sous-préfecture de Bondoukou tandis que le village de Zagala est dans la Sous-préfecture de Sorobango. Ces trois villages sont installés dans la zone transfrontalière entre le Ghana et la Côte d'Ivoire. Entre autres, Boromba est établie à 22 Km de Bondoukou et 4 Km de la frontière ivoiro-ghanéenne. Motiamo est localisée à 40 Km de Bondoukou. Quant à Zagala, elle est située un peu plus au Nord du Chef-lieu de Département et à 4 Km de la frontière entre le Ghana et la Côte d'Ivoire. Le pays dègha est basé entre le 7° de la latitude Nord et le 10° de la latitude septentrionale. Les dègha sont légèrement au-dessus du 8^{ème} parallèle de l'eau au Nord-ouest de Bondoukou. Le relief est défini par de petits systèmes de collines qui tranchent sur la monotone uniformité des petits plateaux. La région du Gontougo dans son ensemble possède un relief plat. Ces collines ont

une attitude de 300 à 400 m². Les plateaux plus proches de l'environnement du peuple dègha est le massif de Kiendi dont le sommet correspond à une cuirasse ferrugineuse de 725 m de haut. Le peuple se trouve dans une zone savanicole qui est composée de la savane herbeuse et de la savane arborée. Cette zone végétale est constituée des espèces de karité, d'acacia, de rônier, de néré et de quelques baobabs. Le choix de cette végétation est purement et simplement lié aux activités champêtres du peuple dègha.

1.2 Collecte de données

L'approche méthodologique utilisée dans l'étude est de type qualitatif. C'est une approche qui consiste en l'étude des savoirs, des savoir-faire, des pratiques et des connaissances de la langue dègha. Pour mener à bien cette étude, nous avons utilisé la théorie compréhensive de Weber (1920) et le modèle structuraliste de Levi-Strauss (1968). Selon ces théories, les langues locales dans les descriptions linguistiques font appel à des savoir-faire environnementaux d'où se dégage une conscience environnementale. En pratique, la collecte des données a été possible grâce à l'utilisation de la revue documentaire, des interviews et de l'observation participante. Les interviews ont été réalisées auprès des locuteurs dègha dans les trois localités du peuple dègha. Les individus interrogés sont au nombre de vingt-cinq (25) à savoir : trois (3) thérapeutes trois (3) chefs de terre, quatre (4) féticheurs, six (6) hommes religieux et neuf chefs (9) de quartier. Ces vingt-cinq personnes ont été choisies selon deux (2) critères : le premier est d'habiter l'un des trois villages dègha et de maîtriser la langue puis le deuxième est le statut dans le groupe du répondant. Outre cela, la taille de notre échantillon est identifiée en appliquant la technique de saturation parce qu'à partir de vingt-cinq individus, les données recueillies ne fournissant plus de nouvelles informations à l'étude.

1.3 Analyse des données

Après la réalisation de tous les entretiens, les guides d'entretien sont d'abord rassemblés et codifiés puis dépouillés manuellement. Ce processus permettait l'isolement de chaque entretien afin d'en faciliter les analyses. Ensuite, nous avons fait le regroupement des informations par thèmes car c'est une opération qui a pour but de structurer les récits et de dégager la fréquence des thèmes manifestes repérables dans les récits. Nous avons enfin analysé les contenus manifestes étudiés, et des contenus latents car pour L'Ecuyer (1990), l'analyse permet d'accéder au sens caché potentiellement véhiculé par les informations.

2. Résultats

La disparition des langues locales, qui dans le contexte de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne sont uniquement orales, entraînera donc la disparition des savoirs locaux. Or, le développement pour être durable doit s'ancrer sur le système de pensée locale et s'adapter aux conditions locales. On parle alors de « principe de subsidiarité », c'est-à-dire tout système de pensée exogène, aussi positif qu'il soit pour porter des fruits doit se greffer sur l'existant qui lui sert de socle. Il n'est donc pas surprenant que l'importation de nouvelles technologies, pourtant intrinsèquement bonnes, n'arrivent pas à porter les fruits espérés dans le contexte de l'Afrique sub-saharienne. La négligence des savoirs locaux ne permet pas en effet à ces technologies de trouver un support approprié tel un porte-greffe sert de support au greffon. Parmi ces 17 points, certains nécessitent une implication des langues locales, particulièrement en Afrique où le taux d'alphabétisation en langues internationales est plus ou moins bas selon les pays. Il est donc difficile de mobiliser les

populations d'arrière-pays, à moins d'user de leurs dialectes comme canaux. Parmi ces objectifs, on peut citer ceux touchant l'éducation inclusive et de qualité pour tous (objectif 4). Du fait de la sous-scolarisation, la génération vieillissante est majoritairement analphabète. La langue locale demeure donc le seul moyen pour l'inclure dans l'éducation. Ce qui permet de créer un contact avec la population, pour mener des actions de sensibilisation sur les autres aspects des ODD : lutte contre les feux de brousse et la désertification (objectif 13), gestion des forêts et campagne de reboisement (objectif 13), opération de salubrité et d'assainissement (objectif 16), culture du dialogue interculturel et de la paix, etc. Les huitième et neuvième points des ODD font aussi appel aux langues locales. La croissance inclusive et durable, l'emploi et le travail décent pour tous (objectif 8), la lutte contre les inégalités (objectif 9) passent par une promotion de la richesse culturelle locale. D'une part, il s'avère impossible d'assurer un emploi décent aux personnes analphabètes, à moins de trouver des alternatives (comme la valorisation de leur potentiel culturel) pour les intégrer. D'autre part, lutter contre les inégalités c'est promouvoir un équilibre entre les différents peuples, en valorisant les langues et cultures minoritaires.

2.1. Les langues locales comme aspect socio-culturel du développement durable

Le facteur socio-culturel assure la promotion du bien-être social grâce à l'égalité des sexes, à l'amélioration de la répartition des revenus et aux investissements dans le secteur social. Il est par ailleurs précisé qu'une politique extérieure du développement durable qui fasse abstraction du social serait inutile dans son ensemble. Ce critère met l'accent sur la nécessité de la prise en compte de la dimension culturelle lors de la mise en œuvre de projets de développement afin de s'assurer de la correspondance entre objectifs et besoins sociaux. En effet, pour atteindre et comprendre les objectifs du développement durable au niveau des piliers social et culturel, l'on recourt à la langue locale qui est un moyen de communication dans les sociétés africaines. La langue est l'élément primordial de la communication dans une société. D'ailleurs, il n'existe pas de développement sans communication, c'est pourquoi l'on peut dire que la langue joue un rôle essentiel et doit occuper une place importante dans l'éducation de la compréhension des objectifs du millénaire pour le développement. Outre cela, c'est grâce à la langue que des individus d'une même société communiquent, partagent et échangent des idées, des choses significatives et expérimentent toujours leur sens de l'identité personnelle et communautaires.

Par ailleurs, la traduction et l'explication des objectifs du millénaire ont permis aux informateurs de nous indiquer qu'ils ont hérité de la diversité des cultures agricoles et vivrières de leurs ancêtres afin de lutter contre la faim et la pauvreté. En plus, la constitution des populations degha en groupe de travail et coopérative dans chaque ville a favorisé la réduction considérable de la pauvreté et des inégalités, au partage équitable des revenus des membres. En d'autres termes, cette cohésion a permis une répartition équitable des richesses pour le bien-être des populations. Aussi, le bon rapport de la population avec les autorités locales et administratives a favorisé la construction d'un dispensaire et a participé à la réduction considérable de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle, à la prévention de certaines maladies telles que le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies grâce à la sensibilisation et à l'intervention des agents de santé. D'ailleurs, pour cette communauté, les transmissions des savoirs, savoir-faire, savoir-être et le règlement de conflit se font à travers la langue. En plus, la langue et culture sont deux piliers indissociables du développement durable, c'est pourquoi il est donc nécessaire de les définir comme autant des facteurs pour servir de levier à la compréhension du développement durable. La culture

est alors marquée par l'ensemble des attitudes, des coutumes et des croyances qui déterminent un groupe d'individus d'un autre. La culture est véhiculée par le biais du langage, c'est-à-dire les objets matériels, les institutions et l'art, d'une génération à l'autre.

2.2. Les langues locales, facteur de conception du pilier économique du DD

La durabilité économique doit être poursuivie car elle assure la promotion d'un développement économique à la fois efficace et équitable tout en rehaussant le niveau de productivité des pauvres. Celle-ci sous-entend des sociétés à même de gouverner de manière démocratique, responsable et ouverte à tous en respectant les droits des hommes et des femmes. Si cette condition politique est remplie, la réalisation d'un développement économique et social soutenu devrait se trouver faciliter. Dans ce pilier du développement durable, la formation et l'explication des stratégies d'augmentation de la production de biens et de services en langues favorise la maîtrise et la compréhension d'une gestion saine, efficace et durable dans les sociétés communautaires.

2.3. Les langues locales comme facteur de compréhension du pilier environnemental du DD

D'après cet objectif, le développement durable consiste à réfléchir à la limitation de l'impact des activités humaines sur l'environnement naturel, mais aussi urbain. Ainsi, le maintien de l'intégrité et de la diversité biologique doit être impérativement crucial à l'efficacité du développement durable ». Pour l'Unesco : « tout au long de l'histoire humaine, connaissance et environnement ont été liées. C'est encore le cas, notamment dans les sociétés autochtones, minoritaire qui conserve des liens spirituels et matériels étroit avec leur milieu. Au fil génération, ces peuples sont accumulés des trésors de sagesse sur leur environnement. Et sa fonction, sa gestion et usage pérenne ». La langue est aussi un moyen de sensibilisation et de mobilisation des individus d'une société ou d'une localité pour favoriser la participation et la gestion participative par ces mêmes individus. Chare (2006) parle d'ailleurs de conscience environnementale. Il définit l'environnement comme « le produit de notre expérience d'apprentissage et se construit à travers notre culture. Elle renvoie aux perceptions et conceptions élaborées par les acteurs sociaux à propos de l'environnement et traduit la connaissance et la reconnaissance des problèmes d'environnement. Cette notion est à la base des attitudes et des opinions en rapport à l'environnement ». Pour la préservation et la protection de l'écosystème forestier, les collectivités locales dègha ont utilisé des moyens d'exploitation agricole qui ont permis le maintien d'un couvert boisé. Ainsi pour le développement durable. : Les forêts sacrées sont protégées par le savoir traditionnel. Ce sont des îlots de forêts naturelles qui sont gérés selon les lois édictées par les premiers habitants. Ces forêts, avec les pratiques qui s'y rattachent, sont considérées comme de véritables sanctuaires de la biodiversité végétale, animale et culturelle. Elles aident à protéger les écosystèmes ou les habitats particuliers et présentent ainsi des aspects positifs, susceptibles d'enrichir les politiques nationales en la matière (Unesco, 2018 : 18). La sensibilisation en langue sur l'importance du facteur environnemental a donné comme résultats la prise de décision et l'instauration de lois d'arrêt immédiat des feux de brousse pour lutter contre la désertification et le déboisement. Pour rendre leur environnement sain, les dègha sont passé du système traditionnel au système moderne en installant des latrines et en créant également des sites de rassemblement des ordures ménagères.

2.4. *Promouvoir les langues locales par l'éducation en Afrique*

L'enseignement est la principale voie de promotion des langues vernaculaires. Le pluralisme linguistique qui caractérise bon nombre d'États ne doit pas être vu comme un obstacle infranchissable. Il est possible de décentraliser l'école primaire jusqu'au niveau communautaire. De telle sorte, la langue d'un village serait enseignée dans les écoles de ce village. L'objectif est de favoriser le développement local participatif, pour faciliter l'implication de tous à la vie publique. Cette stratégie est difficilement applicable aux villes. En effet, les villes sont « cosmopolites » et il n'est pas possible d'imposer une langue à tous les élèves, d'autant plus que les élèves autochtones peuvent ne pas être absolument majoritaires dans les villes. Pour pallier cette difficulté, nous proposons l'ouverture des laboratoires de langues. Chaque laboratoire regroupe les élèves parlant la même langue et venant de divers établissements. Le laboratoire dispense les cours, évalue les élèves et communique les notes à leurs établissements respectifs. Le rôle de l'État serait de créer et équiper ces laboratoires et de dresser une carte linguistique nationale. Au-delà de la promotion de toutes les langues au niveau du primaire, des langues fédératrices sont enseignables au secondaire. L'objectif ici est de promouvoir l'intégration des différents peuples d'un pays. Nous entendons par langues fédératrices celles parlées par de personnes d'horizons culturels et linguistiques voisins en plus de leurs langues maternelles, et pouvant avoir une dimension transnationale. Ce qui va créer un climat favorable à l'intégration régional et sous-régional. Au Cameroun, on peut avoir le Fulfulde au Nord (aussi parlé dans plus d'une dizaine de pays d'Afrique centrale et de l'Ouest), le Beti-fang au Sud-Cameroun (parlé aussi au Congo, au Gabon et en Guinée équatoriale) et le Pidgin dans les zones Anglophones.

2.5. *Stratégies communautaires de promotion des langues vernaculaires*

Pour mettre en application les diverses décisions prises au cours du sommet de 2015 selon l'Unesco, chaque pays du monde doit élaborer et trouver des stratégies nationales de développement durable qui indiquent des méthodes particulières du processus de développement. Le modèle de stratégie nationale de développement durable choisi par un pays dépend de la façon dont celui-ci envisage le concept de développement durable. Toutefois, toute stratégie nationale de développement durable doit s'intégrer dans des processus budgétaires (l'obtention d'un appui financier), prendre en compte les différentes dimensions du développement durable (le développement est pluridimensionnel), s'inspirer des bonnes pratiques, faire participer l'ensemble des parties prenantes à tout le cycle stratégique (conception, mise en œuvre, suivi, évaluation) et décentraliser la mise en œuvre aux échelons infranationaux. Pour certains linguistes, sociologues, anthropologues tels que (Abolou (2008) ; Arom (1993) ; Ascher (1998) ; Barou (2001) ; Bindé (2005) ; Diawara (2003) ; Dossou (1994) ; Houtoundji (1994) ; Lévi-Strauss (1993) ; etc.) l'inégalité linguistique face aux connaissances modernes et universelle marque le développement des pays africains. Abolou (2008) à la suite de Lagsus avance en ces termes : « Dans les communautés locales africaines, où la communication au quotidien se fait quasi exclusivement en langues locales, le besoin de développement et de promotion des systèmes de communication modernes dans ces langues demeure une préoccupation ». L'auteur écrit par la suite : « Lorsque l'information sur les approches modernes relatives au développement est disponible pour la plupart de ces communautés, ceci se produit quasi uniquement dans les langues officielles héritées que la majeure partie de la population ne comprend ni ne parle. Tel a été le sort du continent voilà quatre décennies. Cette approche de la diffusion

de l'information est largement responsable de l'échec de la grande majorité des programmes de développement proposés et réalisés sur le continent au fil des ans » (Lagsus 2009:2). Les langues locales sont non négligeables pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable. Leur valorisation doit avoir un ancrage au niveau communautaire. Pour ce faire, il est possible d'élaborer des stratégies à deux niveaux : familial et locale. Au plan familial, il faut que les individus aient la volonté d'apprendre et de parler leur langue. Cela doit se faire sans peur de ne pas y parvenir et sans honte d'être jugé « villageois ». D'ailleurs, il ne sera pas trop de repartir à zéro même pour les personnes assez adultes. Pour faciliter la tâche aux enfants, les parents peuvent adopter le dialecte comme langue de communication à la maison. Les familles urbaines gagneront aussi à passer des vacances au village.

Le second plan est celui de la communauté de base (village, groupement tribal, etc.). À ce niveau également, la langue locale peut être recommandée comme outil principal de communication communautaire. L'organisation de festivités culturelles sera nécessaire pour valoriser les connaissances et les acquis. À travers ces festivités, des expressions artistiques (récits, poèmes, contes, chants, etc.) en langue locale peuvent faire l'objet de concours à l'issue duquel les plus méritants seraient primés. Ce qui galvaniserait l'ensemble de la communauté à l'appropriation de la langue locale. Par-dessus tout, une institutionnalisation est nécessaire à ce niveau. Les locuteurs d'une même langue doivent constituer un comité de langue devant faire office d'« Académie ». Ce comité veillera à la scientificité de la langue, son enrichissement par de nouveaux concepts, l'édition des manuels d'apprentissage, l'organisation des cours de langues, l'arbitrage des concours, etc.

3. Discussion

Nous avons remarqué que les fondements des quatre piliers (économique, environnemental, social et culturel) des objectifs du développement durable sont associés à l'éducation et à l'alphabétisation des individus de la société africaine. En effet, la traduction et l'explication des objectifs du millénaire dans les trois villages dègha a montré que les populations dègha avaient déjà hérité certaines valeurs de développement durable basée sur les fondements socioculturels. Il revient que la mise en œuvre des objectifs du développement durable est dictée par la conformité aux habitudes culturelles et aux coutumes pour la préservation des libertés, des droits culturels, d'identité, de savoirs, de la langue et de modes. C'est pourquoi les informations recueillies dans le cadre de cette étude nous permettent de dire que la compréhension des objectifs du développement durable résulte de l'enseignement de ceux-ci en langue locale et de programmer l'alphabétisation des personnes non instruites. En outre, à relever que les prises de grandes décisions concernant l'environnement réservées exclusivement aux autochtones mettent en exergue l'émergence d'une communauté autochtone homogène. Dans un contexte favorable au maintien et à la mise en œuvre de ces objectifs, un autre facteur vient en aval « l'implication des langues locales par l'éducation et l'alphabétisation en Afrique ». Il s'agit de traduire, de sensibiliser, d'informer et de mobiliser les individus des communautés sur l'importance des objectifs du développement durable.

Conclusion

Au terme de notre étude, nous pouvons dire que les langues locales sont un levier de conception du développement durable. Mais cette compréhension doit se faire par des stratégies communautaires de promotion des langues locales en Afrique. En effet, elle

participe à l'équilibre des actions sociales et culturelles qui fondent la quintessence du développement durable tel que définie par Gro Harlem BRUNDTLANG.

Références bibliographiques

- Abolou, R. C. (2018). La bouche qui mange parle : langue, développement et interculturalité en Afrique noire, *L'anthropologie africain*, Dakar/Paris : CODESRIA/Karthala, 22-38
- Arom, S. (1993). *La science sauvage*, Paris, Seuil.
- ASCHER, M., (1998). *Mathématique d'ailleurs. Nombres, formes et jeux dans les sociétés traditionnelles*, Paris, Seuil.
- BAROU, J.-P. & al., (2001). *Enquête sur les savoirs indigènes*, Paris, Calmann-Levy.
- BINDE, J. (coord.), (2005). *Vers les sociétés du savoir, Rapport mondial de l'UNESCO*, Paris, Publications UNESCO
- Diawara, M. (dir.). (2003). *L'interface entre les savoirs paysans et le savoir universel*, Le Figuiier, Bamako.
- Collier, P. & Hoeffler, A. (2004). L'éducation et le risque de guerre: Greed and grievance in civil war ». *Oxford Economic Papers*, (56)4 : 563-95.
- Camagni, R., & Al (éds.) (2004). *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, Neuchâtel.
- Castree N. (2004). Economy and culture are dead! Long life economy and culture *Progress in Human Geography* (28)2: 204-226
- De Gregori, T. (1987). Resources Are Not; They Become: An Institutional Theory, *Journal of economic issues*, (XXI)3: 1241-1263
- Dossou, F. C. (1994). *Ecriture et oralité dans la transmission du savoir*, Dakar/Paris : CODESRIA/Karthala
- Kossonou K. N. (2022). La formation des noms de la fratrie en dègha, langue gur de Côte d'Ivoire, in *Actes de la e-journée internationale d'étude et de réflexions*, Vol.1, N°1, Université Félix Houphouët Boigny-Abidjan, pp 208-219 ;
- Kossonou, K. N. (2013). *Esquisse phonologique du dègha, langue gur de Côte d'Ivoire*, Mémoire de Maitrise, Linguistique, Université de Cocody-Abidjan
- L'ecuyer, R., (1990). *Méthodologie de l'analyse développementale de contenu. Méthode GPS et concept de soi*, Québec, Presse Universitaire de Québec